

27 septembre – la Slovénie s’émancipe

Dans la mémoire des bouleversements de 1989, on ne pense pas toujours à la Slovénie : la Yougoslavie n’appartenait pas au pacte de Varsovie, et dans un ensemble fédéral fragilisé par la mort de Tito en 1980, les facteurs de changement étaient autant la soif de liberté que le réveil des identités nationales.

Pour autant, Ljubljana a toute sa place dans le récit des événements. Ainsi, la Ligue des communistes de Slovénie fut la première des formations au pouvoir en Europe centrale et orientale à proclamer la fin du rôle dirigeant du parti communiste, et à préconiser le pluralisme politique. Ainsi, c’est en janvier 1989 – soit quelques semaines avant la Table ronde polonaise – qu’un embryon de parti politique, l’Alliance démocratique slovène, voit le jour ; son existence sera reconnue en juillet.



Parlement slovène © Bobo, Slovenian Tourist Board/STB

La trajectoire de la Slovénie reste toutefois singulière. La preuve en est que l’abolition du rôle dirigeant du parti communiste, officialisée le 27 septembre, est contemporaine de la modification de la Constitution de la république slovène, qui proclame le droit à la sécession.



Place de Prešeren à Ljubljana © B. Bajželj, Slovenian Tourist Board/STB

Le divorce avec le centralisme incarné par la Serbie sera consommé en 1991, après un référendum aux résultats sans ambiguïté (89% de votants, sur 1,5 millions d’électeurs inscrits, et 88,5% de « oui »). Douze ans après, le référendum sur l’adhésion à l’Union européenne mobilisera moins les électeurs (55,4% de participation), mais sera, lui aussi, clairement positif, avec près de 90% de « oui ».



Parlement slovène © **Bobo, Slovenian Tourist Board/STB**



Place de Prešeren à Ljubljana © **B. Bajželj, Slovenian Tourist Board/STB**